

K. MARX :

DISCOURS SUR LA COMMUNE

23 mai 1871

A la réunion du Conseil général du 25 avril 1871, Marx a fait un rapport d'information sur la Commune. « On ne peut s'imaginer, a-t-il déclaré, la force de l'enthousiasme du peuple et de la garde nationale. » Le 9 mai 1871, Engels fit le rapport sur la Commune. Le 23 mai 1871, en pleine « semaine sanglante », Marx prononça un grand discours sur la Commune dont seule fut conservée une courte note de procès-verbal.

Le citoyen Marx a déclaré qu'il était malade et qu'il n'était pas à même de terminer l'« Adresse¹ » qu'il a accepté de faire, mais il espérait la terminer pour le mardi suivant. A propos de la lutte à Paris, il a dit qu'il craignait que la fin fût proche, mais si la Commune était battue, la lutte serait seulement ajournée. Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent être détruits : ils seront toujours posés à nouveau à l'ordre du jour, aussi longtemps que la classe ouvrière n'aura pas conquis sa libération. On abat la Commune de Paris avec l'aide des Prussiens qui agissent en qualité de gendarmes de Thiers. Le plan de sa destruction a été élaboré par Bismarck, Thiers et Favre. A Francfort, Bismarck a déclaré que Thiers et Favre lui avaient demandé d'intervenir. Le résultat a montré qu'il était prêt à tout faire pour leur venir en aide, sans risquer la vie des soldats allemands, non parce qu'il estimait la vie humaine quand il s'agissait du profit, mais parce qu'il désirait une chute encore plus profonde de la France, afin d'avoir la possibilité de la piller. Il a permis à Thiers de recruter plus de soldats qu'il n'était convenu dans l'accord; par contre, il n'a autorisé le passage des vivres à Paris qu'en quantités limitées. C'est une vieille histoire. Les classes supérieures se mettent toujours d'accord pour tenir sous leur talon la classe ouvrière. Au XIe siècle, il y eut une guerre entre les chevaliers français et normands, et les paysans se soulevèrent. Les chevaliers oublièrent immédiatement leurs querelles et se réunirent afin d'écraser le mouvement paysan. Pour montrer comment les Prussiens s'acquittaient de leur tâche de policiers, il suffit d'indiquer qu'à Rouen, occupé par les Prussiens, 500 personnes ont été arrêtées parce qu'elles appartenaient à l'Internationale. L'Internationale fait peur. A l'Assemblée nationale française, le comte Jaubert - momie desséchée, ministre de 1834 - connu comme partisan des mesures de répression contre la presse, a prononcé un discours dans lequel il dit qu'après le rétablissement de l'ordre le premier devoir du gouvernement doit être une enquête sur l'activité de l'Internationale, et son anéantissement.

A la même séance, on a examiné la question de la protestation du Conseil général contre les atrocités des Versaillais et la question de l'aide à accorder aux émigrés de la Commune. Marx a déclaré :

Nous pouvons démasquer l'activité du gouvernement versaillais, mais nous ne pouvons lui faire part de notre protestation, parce que cela signifierait que nous nous adressons à ce même gouvernement que nous qualifions de brigand.

¹ Marx parle ici de La Guerre civile en France en 1871. (Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs.)